

Délibération n° 162/2018 du 23 août 2018 autorisant le Maire à signer l'avenant n° 03 relatif au marché n° MC17/28 ayant pour objet les travaux de pose de compteurs d'eau dans la plaine sud de PUNAAUIA

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA**

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n° 106/2015 du 26 mai 2015 approuvant le projet et le plan de financement des travaux de pose des compteurs sur le secteur compris entre la ZI de la PUNARU'U (pk15) et la fin de la commune (pk18) ;
- **VU** le marché référencé n°MC17/28 ayant pour objet les travaux de pose de compteurs d'eau dans la plaine sud de Punaauia ;
- **VU** l'avenant n° 01 relatif au marché n° MC17/28 ;
- **VU** l'avenant n° 02 relatif au marché n° MC17/28 ;
- **VU** le projet d'avenant n° 03 annexé ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Equipement et Développement Communal en date du 03 août 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

**ADOpte**

**Article 1** – Le Maire est autorisé à signer l'avenant n° 03 corrigé relatif au marché n° MC17/28 ayant pour objet les travaux de pose de compteurs d'eau dans la plaine sud de PUNAAUIA.

**Article 2** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Article 3** – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,  
Extrait certifié conforme au registre des délibérations*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché  
Le 1<sup>er</sup> Adjoint,

**Tania MANEA-LYAU**

**Simplicio LISSANT**